



**EXERCICE DE FONCTIONS A TEMPS PARTIEL AU TITRE DE L'ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025 :
PERSONNELS DU 2ND DEGRÉ PUBLIC ENSEIGNANT, D'ÉDUCATION, DE DOCUMENTATION,
PSYCHOLOGUES E.N. 1^{ER} ET 2ND DEGRES**

DIPE/23-988-960 du 20/11/2023

Destinataires : mesdames et messieurs les chefs d'établissement du second degré - mesdames et messieurs les directeurs de CIO - monsieur le président d'université - madame la directrice de l'INSPE - madame la directrice de Centrale Marseille - madame la directrice de l'IEP - mesdames et messieurs les IEN de circonscription

Références : Loi n° 79-587 du 11 Juillet 1979 sur la motivation des actes administratifs – Loi n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics - Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 article 70 portant réforme des retraites - Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Loi n° 2010-1330 du 09 novembre 2010 portant réforme des retraites - Loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires - Ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique - Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 modifié fixant les modalités d'application - Décret n° 2002-1072 du 7 août 2002 relatif au temps partiel annualisé dans la fonction publique de l'Etat - Décret n° 2003-1307 du 26 décembre 2003 relatif aux modalités de mise en œuvre du temps partiel - Décrets n° 2014-940 et n° 2014-941 du 20 août 2014 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants dans un établissement public d'enseignement du second degré - Décret n° 2017-120 du 1^{er} février 2017 portant dispositions statutaires relatives aux psychologues E.N. – Décret n°2023-753 du 10 août 2023 portant application de l'article 26 de la loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 relative au cumul emploi retraite et à la retraite progressive - Circulaire n° 2015 -057 du 29 avril 2015 sur l'application des décrets de 2014 - Circulaire n° 2015-105 du 30 juin 2015 sur les modalités d'application du travail à temps partiel

Dossier suivi par : Division des personnels enseignants (DIPE) - (mail ce.dipe@ac-aix-marseille.fr) - Bureaux des professeurs agrégés, certifiés, adjoints d'enseignement, professeurs d'EPS, PLP, Documentalistes, Conseillers Principaux d'Education, Psychologues Education Nationale

AFFICHAGE OBLIGATOIRE

Cette circulaire vise à présenter l'ensemble des dispositions relatives en matière d'exercice des fonctions à temps partiel.

Le calendrier prévisionnel de la campagne de recueil et de traitement des demandes sera le suivant :

- **Date limite de réception des demandes** : pour le 15 décembre au rectorat DIPE.
- **Saisie des demandes par les gestionnaires** : décembre – mi-janvier.
- **Edition des arrêtés et envoi aux établissements** : courant 4^e trimestre : avril/mai.
- **Après les résultats du mouvement intra mi/fin juin** : (concerne les TZR, les agents

arrivés par le mouvement inter, et les participants à l'intra ayant déposé une demande en décembre) :

- si l'agent a obtenu une nouvelle affectation et si avis favorable du nouveau chef d'établissement : dès réception des demandes (14 juin), saisie, édition, envoi de l'arrêté.

- si l'agent n'est pas muté : saisie des TP reçus en décembre N-1 : saisie, édition, envoi.

Cas de recours : dans les cas de refus de temps partiel, l'intéressé pourra, s'il le juge nécessaire, faire appel auprès de l'administration, conformément à la réglementation, en saisissant la Commission Administrative Paritaire compétente par courrier adressé la DIPE, avant le 28 juin 2024.

J'attire particulièrement votre attention sur les nouvelles dispositions relatives à la réforme des retraites (§ 4).

SOMMAIRE

Généralités.
Information de l'établissement.
Information de l'agent.
1/ Temps partiel de droit.
2/ Temps partiel sur autorisation.
3/ Annualisation du temps partiel.
4/ Retraite progressive.
5/ Rémunération et quotités.
6/ S.F.T.
7/ Retraite et surcotation
8/ Dépôt des demandes.

ANNEXES

1 - Temps partiel sur autorisation.
2 - Temps partiel de droit.
3 - Temps partiel 1^{er} degré PSY.EDA.
4 - Demande de reprise ou de TP sur autorisation à l'issue d'un temps partiel de droit en cours d'année.
5 - Demande de réintégration à temps complet.
6 – Demande de surcotation pour la retraite.

GENERALITES

Bénéficiaires : peuvent formuler une demande de temps partiel :

* Les fonctionnaires titulaires,

* Les stagiaires en service complet (*FSTG*). La durée du stage est alors prolongée jusqu'à concurrence de l'accomplissement de sa durée complète. *Les stagiaires à demi-service (PSTG) ne sont pas autorisés à accomplir un service à temps partiel, en raison du demi-service (quotité minimum) devant élèves et de leur formation en INSPE.*

* Les agents non titulaires de l'Etat relevant du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 (*cf. infra et décret 86-83-art 34-34 bis-36-39-40-40.1-41-42*) : être employé depuis plus d'un an à temps complet art.34. L'agent qui exerce dans les écoles du premier degré ne peut être admis au bénéfice du travail à temps partiel que s'il accepte une durée hebdomadaire de travail égale à la moitié de la durée des obligations hebdomadaires définie pour son service.

DEMANDES CONCERNEES

Premières demandes de temps partiel ; demandes de modification de temps partiel (*annexes 1, 2, 3*) ; demandes de reprise à temps complet pour la prochaine rentrée à l'issue d'un temps partiel (*cf. ann.5*).

DISPOSITIONS COMMUNES AU TEMPS PARTIEL DE DROIT ET AU TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION

Les demandes d'octroi ou de renouvellement, ainsi que les demandes de réintégration à temps plein prennent effet au 1^{er} septembre. Les demandes doivent comporter l'avis du chef d'établissement tant sur le principe du travail à temps partiel, que sur le nombre d'heures hebdomadaires de service. Cet avis est communiqué à l'agent.

A l'issue de la période de temps partiel, le fonctionnaire est admis de plein droit à occuper à temps plein son emploi du temps, ou, à défaut, un autre emploi conforme à son statut.

REGIMES DE TEMPS PARTIELS POSSIBLES

Les textes cités en référence distinguent deux situations de travail à temps partiel :

- le temps partiel de droit,
- le temps partiel sur autorisation.

DUREE DU TEMPS PARTIEL

L'autorisation de temps partiel prend effet à compter du 1^{er} septembre pour la totalité de l'année scolaire, sauf pour le congé de maternité, paternité, d'adoption, parental.

REGIME DE REMUNERATION

Les périodes de travail à temps partiel sont assimilées à des périodes de travail à temps plein pour la détermination des droits à avancement à promotion et à formation (cf. § 7 *retraites et surcotisation*).

La rémunération est calculée au prorata de la durée effective de service. Ainsi un agent travaillant à mi-temps perçoit 50% de la rémunération d'un agent à temps plein. Toutefois l'exercice des fonctions à une quotité de travail comprise entre 80% et 90% donne lieu à une sur-rémunération (cf. *tableau § 5*).

INFORMATION ETABLISSEMENT

AMENAGEMENT DU TEMPS PARTIEL ET IMPLANTATION DE BMP

Compte tenu du régime d'obligations de service défini en nombre d'heures hebdomadaires, la durée du service est aménagée de façon à obtenir un nombre entier d'heures correspondant à la quotité de temps de travail choisie, à l'exception des quotités impactées par le dispositif des pondérations. Une très grande vigilance vous est demandée lors de l'expertise de ces demandes qui représentent la plus grande part des temps partiels accordés et qui ne doivent pas conduire à la création de petits BMP très difficiles à pourvoir et refusés par les agents non titulaires du fait de leur modicité.

Concernant les PSYEN et les CPE : la quotité doit être exprimée en pourcentage de temps de travail hebdomadaire, et non en heures.

CAMPAGNE DE TEMPS PARTIEL

L'ensemble des demandes de temps partiel devant s'effectuer en une seule campagne, il vous appartiendra de vérifier si les quotités de services sollicitées par les enseignants sont compatibles avec les obligations horaires applicables par classe et par discipline, en tenant compte du nombre d'HSA, des majorations ou minorations de service, des décharges diverses et des structures pédagogiques mises en place à la rentrée.

HEURES SUPPLEMENTAIRES HSA-HSE, ET CUMUL D'ACTIVITES

➤ **HSE :** L'attribution d'H.S.E. (Heures Supplémentaires Effectives), doit se faire dans le cadre du remplacement de courte durée (*décret 2021-1326 du 12 octobre 2021*). Pour les contractuels, le décret n°50-1253 du 6 octobre 1950 est assez restrictif puisqu'il dispose que « *les professeurs contractuels exerçant à temps complet et recrutés en application du décret n°2016-1171 [...] peuvent bénéficier de ces indemnités dans les conditions fixées par le présent décret* ». Cette rédaction exclut, de fait, les contractuels recrutés à temps incomplet.

➤ **HSA :** Le décret 2021-1326 du 12 octobre 2021 rend compatible, et à leur demande, l'exercice des fonctions à temps partiel des enseignants titulaires avec la réalisation d'heures supplémentaires-années. Pour chaque mois, la rémunération de ces heures ne doit pas être supérieure au montant résultant de la différence entre le traitement mensuel net afférent à l'exercice à temps plein des fonctions et celui correspondant à la quotité de travail à temps partiel prévue (art R911-6 du CGFP). Cette rédaction exclut, de fait, les contractuels recrutés à temps incomplet.

➤ **Cumul :** Le cumul d'activité est autorisé aux agents exerçant à temps partiel sous certaines conditions conformément à la loi 2019-828 du 06/08/2019 (cf. *BA spécial 468 du 4/7/22 sur le cumul d'activités*).

PONDERATION

Le décret n° 2014-940 du 20 août 2014 fixe les modalités de décompte du service des enseignants par des dispositifs de pondération des heures d'enseignement. Les enseignants à temps partiel bénéficient de ces dispositifs de pondération dans les mêmes conditions que les enseignants à temps complet (cf. *circulaire 2015-105 du 30 juin 2015*).

Compte tenu des dispositifs de pondération des heures d'enseignement assurées dans le cycle terminal de la voie générale et technologique en postbac et dans les établissements REP+, la quotité de temps partiel des enseignants bénéficiant de ces dispositifs peut alors être modifiée et représenter une quotité différente de celle demandée. Toutefois la quotité de temps de travail calculée après application de la pondération (service d'enseignement + pondération+ décharges éventuelles (cf. *exemples § 1.2 c et § 2.2*) devra respecter strictement les limites fixées (cf. *§ précédent*).

De même, les divers allègements avec décharge de service doivent impérativement être intégrés dans la quotité de service accordée au titre du temps partiel (*Circulaire n° 2015-057 du 29-4-2015 sur les modalités de décompte des heures d'enseignement*).

Les campagnes de temps partiel se déroulant bien en amont de la rentrée, la connaissance des services pondérables avant la rentrée scolaire est de nature à simplifier les opérations de gestion. Des ajustements seront susceptibles d'intervenir en raison de l'adéquation de la quotité sollicitée et les pondérations éventuelles. Le cas échéant, un nouvel arrêté de temps partiel sera édité pour tenir compte des ajustements de rentrée liés aux pondérations. Formule : Quotité = (nombre d'heures d'enseignement + (nombre d'heures pondérables x coefficient de pondération) / maxima de service x 100 (circulaire 2015-105 § II).

Exemple : TP demandé : 50% = soit 9/18^e intégralement sur un cycle terminal de lycée, pondéré 1.1 : le temps partiel saisi sera de 50 % = 9h. Soit son service est le suivant : 9 x 1.1 = 9.9/18^e, soit 55%. Soit le choix est fait d'appliquer les 50% demandés par l'enseignant, la description de ce service sera ramenée à 8h pondérées soit 8.8h, auxquelles se rajoutera le reliquat dû de 7.20h à assurer dans un cadre annuel.

INFORMATION AGENT

CLM / CLD

L'agent travaillant à temps partiel placé en congé de longue maladie est rémunéré à due proportion de sa quotité de travail. Il peut, à sa demande, obtenir sa réintégration anticipée à temps plein. Pas d'effet rétroactif possible, ni d'automatisme.

CONTRACTUELS employés depuis plus d'un an à temps complet

Sur autorisation : Quotité : 50% - 60% - 70% - 80% -90%. Un entretien doit précéder le refus et être motivé. Les personnels relevant d'un régime d'obligations de service dont la quotité de temps de travail est aménagée entre 80 % et 90 % perçoivent une fraction de rémunération calculée en pourcentage selon la formule suivante : (Quotité de temps partiel aménagée en pourcentage d'un service à temps complet x 4/7) + 40. Pour le calcul de cette fraction de rémunération, il est retenu un pourcentage exprimé avec un chiffre après la virgule.

De droit : quotités de 50 %, 60 %, 70 % et 80 %. Motifs :

- Etre employés depuis plus d'un an à temps complet ou en équivalent temps plein à l'occasion de chaque naissance jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou de chaque adoption jusqu'à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté ;
- Lorsqu'ils relèvent des catégories visées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10 et 11 de l'article [L. 5212-13](#) du code du travail, après avis du médecin du travail. Cet avis est réputé rendu lorsque ce médecin ne s'est pas prononcé au terme d'un délai de deux mois à compter de la date de la saisine ;
- Pour donner des soins à leur conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

CREDIT D'HEURES POUR EXERCICE D'UN MANDAT D'ELU LOCAL

Le code général des collectivités territoriales prévoit l'attribution d'un crédit d'heures trimestriel pour l'exercice d'un mandat électif. Pour les personnels enseignants, d'éducation et psychologues de l'éducation nationale, le service hebdomadaire fixé suite à l'attribution du crédit d'heures est déterminé par année scolaire. Le chef d'établissement doit définir l'emploi du temps pour l'ensemble de l'année scolaire après concertation préalable avec l'intéressé(e). Il importe de concilier au mieux l'intérêt du service et l'exercice d'un mandat local. Le crédit d'heures peut se cumuler avec une demande de travail à temps partiel ; dans ce cas il est réduit proportionnellement. Le temps d'absence correspondant au volume du crédit d'heures attribué est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés (pendant les vacances scolaires, les intéressés perçoivent un traitement à temps plein ou équivalent à leur quotité de temps partiel) ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté. Les enseignants désirant bénéficier d'un crédit d'heures pour l'année scolaire prochaine adresseront sur papier libre leur demande selon le même calendrier que la campagne de temps partiel. Un justificatif du mandat électif devra être joint.

MOBILITE

En cas de demande de mutation, les fonctionnaires doivent obligatoirement cocher la case correspondante sur le formulaire. Les demandes des personnels et TZR demandant leur mutation seront examinées à l'issue des mouvements INTER et INTRA. Pour les personnels mutés à l'issue du mouvement intra-académique 2024, et pour ceux-ci seulement, une nouvelle demande de temps partiel doit être formulée auprès de leur nouveau chef d'établissement pour avis. Ce dernier devra la transmettre aux services académiques au plus tard le 14 JUIN 2024 (cf. *bulletin académique à paraître sur le mouvement intra-académique*). La participation aux mouvements suspend la prise de décision d'octroi. Pour information : les fonctionnaires déjà bénéficiaires d'un temps partiel et mutés dans une autre académie, sont toujours payés pour le mois de septembre par

l'académie d'origine, et selon leur modalité de service accordée. En cas de reprise à temps complet dans la nouvelle académie, la régularisation se fait par cette dernière au mois d'octobre, avec effet rétroactif.

PSYCHOLOGUES DE L'ÉDUCATION NATIONALE DU PREMIER DEGRÉ (PSY E.N. EDA) :

Les psychologues de la spécialité « éducation, développement et apprentissages » exerçant dans le premier degré sont également concernés par les dispositions de la présente note. Le dépôt des demandes, accompagnées des pièces justificatives, se fera sur l'imprimé joint en *annexe 3* selon le calendrier fixé. L'agent contractuel qui enseigne dans les écoles du premier degré ne peut être admis au bénéfice du travail à temps partiel que s'il accepte une durée hebdomadaire de travail égale à la moitié de la durée des obligations hebdomadaires définie pour son service.

La demande est ensuite adressée à l'IEN de circonscription. Celui-ci émet un premier avis sur la demande et formule si besoin des observations relatives à l'organisation du service retenue, puis la transmet au rectorat - DIPE.

1 - LE TEMPS PARTIEL DE DROIT : 50% - 60% - 70% - 80 %

Les fonctionnaires bénéficiant d'un temps partiel de droit sont autorisés à accomplir un service dont la durée est égale à 50 %, 60 %, 70 % ou 80 % de la durée hebdomadaire du service que les agents à temps plein exerçant les mêmes fonctions doivent effectuer. L'avis du médecin de prévention est réputé rendu lorsque ce médecin ne s'est pas prononcé au terme d'un délai de deux mois à compter de la date de sa saisine.

Le temps partiel de droit (*annexe 1*) est examiné dès lors que le demandeur fournit les pièces justificatives à son attribution.

L'autorisation d'accomplir un service à temps partiel est accordée de droit dans les conditions suivantes :

1.1 – CONDITIONS D'ATTRIBUTION :

➤ **Naissance ou adoption** d'un enfant :

Le temps partiel est accordé de droit à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption, jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant ou à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. Pendant la durée d'un congé pour maternité, d'un congé pour adoption et d'un congé de paternité, l'autorisation d'exercer à temps partiel est suspendue et les bénéficiaires de ces congés sont rétablis momentanément dans les droits des fonctionnaires exerçant leurs fonctions à temps plein, notamment en termes de rémunération. La suspension de temps partiel durant cette période s'effectue sans que l'agent en fasse la demande. Pour les personnels bénéficiant d'un TP de droit pour élever un enfant de moins de trois ans ou pour adoption, la surcotisation est gratuite et de droit. Une année à temps partiel compte pour 4 trimestres pour la retraite.

Cette modalité peut être attribuée à l'une et/ou à l'autre des deux personnes au foyer duquel vit l'enfant et qui est doté de l'autorité parentale. Elles peuvent donc bénéficier conjointement d'un temps partiel pour des quotités qui peuvent être différentes.

Pièces justificatives à fournir selon les cas :

- certificat médical précisant la date présumée de naissance de l'enfant,
- copie du livret de famille ou copie du jugement du tribunal attestant de la garde de l'enfant,
- acte de naissance de l'enfant

➤ **Soins à donner** à son conjoint (marié, lié par un pacte civil de solidarité ou concubin), à un enfant à charge (c'est-à-dire âgé de moins de 20 ans ouvrant droit aux prestations familiales) ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, ou victime d'un accident ou d'une maladie grave.

Pièces justificatives à fournir :

- copie du document attestant du lien de parenté l'unissant à son ascendant (copie du livret de famille) ou de la qualité du conjoint (copie de l'acte de mariage, copie du pacte civil de solidarité, certificat de concubinage établi en mairie ou déclaration écrite sur l'honneur avec copie d'une facture attestant de l'adresse commune),
- copie de la carte d'invalidité et/ou attestation relative au versement de l'allocation pour adultes handicapés et/ou de l'indemnité compensatrice pour tierce personne,
- copie de l'attestation de versement de l'allocation d'éducation spéciale.
- certificat médical émanant d'un praticien hospitalier ne comportant pas d'indications relatives à la pathologie.

➤ **Fonctionnaires handicapés :**

personnels bénéficiaires de l'obligation d'emploi relevant des 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail, après avis du médecin de prévention, et concerne :

- les travailleurs reconnus handicapés par la commission départementale pour l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ;

- les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
- les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
- les anciens militaires ou assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;
- les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
- les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L.241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés.

Pièces justificatives à fournir :

-document attestant de l'état du fonctionnaire (carte d'invalidité, attestation CDAPH, allocation handicap,...).

1.2 – QUOTITE DE SERVICE

Les bénéficiaires du temps partiel de droit accomplissent un service dont la durée peut être égale à 50%, 60%, 70% ou 80%, de la durée hebdomadaire du service selon les modalités définies ci-après :

➤ Aménagement de service hebdomadaire dans un cadre annuel

Ce cadre annuel permet de répartir et lisser les heures à effectuer de manière à obtenir en fin d'année scolaire la quotité visée. Le nombre d'heures à effectuer hebdomadairement peut ainsi varier. Il est arrondi certaines semaines à l'entier supérieur et d'autres à l'entier inférieur de façon à obtenir un nombre entier d'heures.

Exemple : un professeur certifié exerçant à 80 % a une O.R.S. de 14,40H soit 14h24mn. Il pourra accomplir un service de 14H certaines semaines et 15H d'autres semaines. Ainsi, la quotité de temps de travail est en moyenne hebdomadaire de 80 %.

➤ **Cas de pondération de service** : la quotité de travail à temps partiel correspondra au rapport entre le service décompté et le maximum de service.

1.3 – DATE D'EFFET ET DUREE

➤ Naissance ou adoption d'un enfant

Par dérogation, pour les personnels enseignants, d'éducation et de documentation, ainsi que pour les personnels d'orientation en service dans les centres d'information et d'orientation, le bénéfice du temps partiel de droit pour raisons familiales ne peut être **accordé en cours d'année scolaire qu'à l'issue** du congé de maternité, du congé d'adoption ou du congé de paternité ou du congé parental, ou après la naissance ou l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. Sauf cas d'urgence, la demande doit être déposée au moins deux mois avant la date de début de la période de temps partiel sollicité.

Le temps partiel annualisé n'est alors pas possible dans ce cas (*art.1 décret 2020-467 du 22/04/2020*).

L'autorisation est reconduite tacitement jusqu'aux trois ans de l'enfant. La sortie du dispositif avant le délai de trois ans est possible à la condition d'en faire la demande expresse. Elle ne peut prendre effet qu'à compter du 1^{er} septembre suivant.

Le temps partiel cesse automatiquement le jour du troisième anniversaire de l'enfant ou, en cas d'adoption, à l'expiration du délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant, quel que soit l'âge de l'enfant.

Au terme de ces congés, deux cas de figure peuvent se présenter :

- l'agent était déjà à temps partiel, préalablement aux congés précités (maternité, ...) : la reprise à temps partiel est systématique et l'autorisation court jusqu'à la fin de l'année scolaire seulement.

- l'agent était à temps complet, préalablement aux congés précités : il est réintégré d'office à temps complet. Toutefois, une reprise à temps partiel sur autorisation est possible jusqu'à la fin de l'année scolaire, sous couvert du chef d'établissement, et doit faire l'objet d'une demande d'autorisation expresse accompagnée des pièces justificatives, dans les 2 mois précédant le terme du congé de maternité, paternité, adoption, parental (*cf. annexe 4*).

Dès lors que l'agent a repris ses fonctions à temps complet, il ne pourra bénéficier d'un nouveau temps partiel qu'à partir du début de la rentrée scolaire suivante, si la demande est formulée dans les deux mois précédents la rentrée, et sous réserve des nécessités de service.

➤ **Soins à donner** à son conjoint, à un enfant à charge ou à un ascendant

Le temps partiel pour donner des soins débutera après avoir obtenu une autorisation subordonnée à la production d'un certificat médical émanant d'un praticien hospitalier.

Le temps partiel cesse de plein droit à partir du moment où il est établi au moyen d'un certificat médical que l'état de santé du conjoint, de l'enfant ou de l'ascendant ne nécessite plus l'assistance d'un tiers.

➤ **Fonctionnaire handicapé**

Le temps partiel peut débuter à partir du moment où l'agent justifie de son état.

1-4 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXERCICE DU TEMPS PARTIEL EN COURS D'ANNÉE ou REINTEGRATION

La modification relative à la quotité du temps partiel peut intervenir avant l'expiration de la période en cours, sur demande de l'agent présentée au moins deux mois avant la date d'effet souhaitée, et sous réserve des nécessités de service.

Une demande de réintégration à plein temps peut être formulée sans délai pour motif grave, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement de situation familiale.

2 - LE TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION : 50% - 60% - 70% - 80% - 90%

Le temps partiel sur autorisation (*annexe 2*) reste subordonné aux nécessités, à la continuité et au fonctionnement du service, et aux moyens en emplois et en personnels. Lors de l'examen des demandes, le chef d'établissement formule un avis sur la compatibilité de l'autorisation avec le bon fonctionnement du service. J'attire votre vigilance sur les répartitions d'heures, notamment d'HSA, sur l'ensemble des enseignants de la discipline concernée.

2.1 – QUOTITÉ DE SERVICE

Les bénéficiaires du temps partiel accomplissent un service dont la durée peut être égale à 50%, 60%, 70%, 80% ou 90% de la durée hebdomadaire du service.

Cas de pondération de service : la quotité de travail à temps partiel correspondra au rapport entre le service décompté et le maximum de service.

2.2 - DATE D'EFFET ET DURÉE

L'autorisation de temps partiel prend effet à compter 1^{er} septembre pour la totalité de l'année scolaire.

Création/reprise d'une entreprise : sous réserve des nécessités du service, l'autorisation est accordée pour une durée maximale de trois ans, renouvelable pour une durée d'un an. A l'issue de cette période, une nouvelle autorisation ne peut pas être accordée moins de trois ans après la fin d'un service à temps partiel pour création ou reprise d'une entreprise (*cf. BA spécial 468 du 4/7/22 sur le cumul d'activités pour les documents justificatifs à fournir*).

Dans tous les cas, la sortie du dispositif avant le délai de trois ans est possible à la condition d'en faire la demande expresse. Elle ne pourra prendre effet qu'à compter du 1^{er} septembre suivant.

2.3 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXERCICE DU TEMPS PARTIEL EN COURS D'ANNÉE OU RÉINTEGRATION

La modification relative à la quotité du temps partiel peut intervenir avant l'expiration de la période en cours sur demande de l'agent présentée au moins deux mois avant la date d'effet souhaitée, sous réserve des nécessités de service.

Une demande de réintégration à plein temps peut être formulée sans délai pour motif grave dûment justifié, notamment en cas de diminution substantielle des revenus du ménage ou de changement de situation familiale.

3 – ANNUALISATION DU TEMPS PARTIEL : modalité d'exercice du temps partiel

Le décret 2002-1072 du 7/8/2002 ouvre la possibilité de travailler à temps partiel sur une base annuelle sous réserve d'être compatible avec les nécessités de service et la continuité du service public. Le temps partiel

annualisé correspond pour l'enseignant à une période à temps complet travaillée, et une période à temps complet non travaillée, pendant laquelle il est remplacé.

- Situation statutaire : l'agent demeure en position d'activité durant sa période non travaillée.
- Rémunération : elle est calculée dans les mêmes conditions que pour le temps partiel de droit commun. Elle est versée sur la base mensuelle correspondant à 1/12^{ème} de la rémunération annuelle.

3.1 - MODALITÉS D'ATTRIBUTION

Il est ouvert à tous les personnels fonctionnaires, excepté les personnels stagiaires. L'agent doit obligatoirement fournir un courrier motivant sa demande.

3.2 – QUOTITÉ DE SERVICE

Il est impératif que les besoins en enseignement dans la discipline correspondent pour l'enseignant concerné à un service effectif à temps complet sur la durée de l'année, pour éviter la génération d'un excédent dans la discipline, qui obligerait le chef d'établissement à trouver la compensation dans la DGH.

3.3 - DATE D'EFFET ET DURÉE

L'autorisation de travail à temps partiel annualisé prend effet au 1^{er} septembre et est accordée pour l'année scolaire seulement. La demande doit être obligatoirement renouvelée chaque année selon le calendrier fixé.

3.4 - MODALITÉS D'EXERCICE

Elles sont données à titre indicatif, afin que les personnels puissent se déterminer :

► Pour un agent travaillant à 50 % : 1^{ère} période : du 01/09/2024 au 30/01/2025 ou 2^{ème} période : du 31/01/2025 au 05/07/2025

► Pour un agent travaillant à 60 % : 1^{ère} période : du 01/09/2024 au 11/03/2025 ou 2^{ème} période : du 06/01/2025 au 05/07/2025

► Pour un agent travaillant à 70 % : 1^{ère} période : du 01/09/2024 au 04/04/2025 ou 2^{ème} période : du 28/11/2024 au 05/07/2025

► Pour un agent travaillant à 80 % : 1^{ère} période : du 01/09/2024 au 14/05/2025 ou 2^{ème} période : du 04/11/2024 au 05/07/2025

► Pour un agent travaillant à 90 % : 1^{ère} période : du 01/09/2024 au 11/06/2025 ou 2^{ème} période : du 26/09/2024 au 05/07/2025

4 - LA RETRAITE PROGRESSIVE (cf. B.A. spécial sur les retraites)

Depuis le 1^{er} septembre 2023, les agents à temps partiel qui répondent à des conditions d'âge et de durée d'assurance (ci-après) peuvent demander le versement d'une pension partielle au service des retraites de l'Etat (SRE), qui complètera la rémunération d'activité servie par le ministère (décret 2023-753 du 10/8/2023). Le montant équivaut au montant de pension, affecté d'un coefficient égal à la quotité non travaillée.

Le bénéfice de la pension partielle entraîne la liquidation provisoire et le service d'une même fraction de pension dans tous les régimes de retraite de base légalement obligatoires.

La pension partielle s'arrête obligatoirement et définitivement si l'agent reprend à temps complet en cours ou à l'issue de l'année scolaire, ou dès l'admission à la retraite.

Le temps partiel peut être de droit ou sur autorisation. Le temps partiel thérapeutique et le cumul d'activité n'ouvrent pas droit à la retraite progressive. La demande de pension partielle est liée à l'accord du temps partiel, mais peut être dissociée de la demande de temps partiel.

4-1 - Trois conditions cumulatives :

- être à 2 ans, ou moins de 2 ans, de l'âge légal d'ouverture des droits à la retraite,
- justifier de 150 trimestres de cotisations retraite, tous régimes confondus,
- obtenir l'accord de son employeur pour exercer à temps partiel (de droit ou sur autorisation) à titre exclusif (pas de cumul possible avec autre activité).

4-2 - Demande et durée

Le fonctionnaire de l'État adresse sa demande de retraite progressive sur le site de l'ENSAP six mois avant la date à laquelle il souhaite passer en retraite progressive. <https://ensap.gouv.fr/web/accueilnonconnecte>
Il précise dans sa demande la date d'effet souhaitée de la pension partielle, qui ne peut être antérieure à la date de cette demande.

Pour les agents qui relèvent du régime général (contractuels), la demande se fait auprès de la CNAV <https://www.lassuranceretraite.fr/portail-info/files/live/sites/pub/files/PDF/demande-retraite-progressive.pdf>

En cas de demande de retraite progressive en cours d'année, l'agent devra en parallèle, avec la saisie sur l'ENSAP, informer le service gestionnaire de sa demande.

La pension partielle prend fin définitivement lorsque l'agent public est admis à la retraite ou lorsqu'il reprend une activité à temps plein. Lorsqu'il est admis à la retraite, sa pension définitive prend en compte les périodes travaillées en retraite progressive, selon la quotité travaillée et l'indice pour les fonctionnaires.

5- REMUNERATIONS ET QUOTITES

5.1 – INCIDENCES EN TERMES DE RÉMUNÉRATION :

En règle générale, la rémunération est calculée sur la base d'un traitement d'un agent à temps plein au prorata de la durée effective des services :

Quotité : 50 % - Rémunération : 50 %

Quotité : 60 % - Rémunération : 60 %

Quotité : 70 % - Rémunération : 70 %

Quotité : 80 % - Rémunération : 85,7 %

Quotité : 90 % - Rémunération : 91,4 %

5.2 – EXEMPLES DE QUOTITÉS HORAIRES

Corps	Quotité temps complet	Quotité* Temps Partiel choisie		Soit quotité horaire arrondie pour les temps partiels sur autorisation	Quotité horaire effective en %	Rémunération Réelle*	*Quotité : Le régime d'obligations de service étant défini en heures hebdomadaires, la durée du service est aménagée de façon à obtenir un service égal à un nombre entier d'heures hebdomadaires. La durée de ce service peut alors être accomplie dans un cadre annuel sous réserve de l'intérêt du service. *La rémunération est calculée au prorata de la durée effective de service en fonction de la quotité choisie. Pour 80% et 90% : $(\% \times 4/7) + 40$. La quotité s'applique au traitement, à l'indemnité de résidence, à la nouvelle bonification indiciaire (NBI) et aux primes et indemnités de toute nature, afférentes au grade de l'agent et à l'échelon auquel il est parvenu.
		en %	En centièmes d'heures				
AGREGE	15h	50%	7,50h	8h	53,33	53,33	
		60%	9h	9h	60	60	
		70%	10,50h	11h	73,33	73,33	
		80%	12h	12h	80	85,7	
		90% **	13,50h	13h	86,67	91,4	
CERTIFIE PLP PEGC	18h	50%	9h	9h	50	50	
		60%	10,80h	11h	61,11	61,11	
		70%	12,60h	13h	72,22	72,22	
		80%	14,40h	15h	83,33	87,6	
		90% **	16,20h	16h	88,89	90,8	
P.EPS	20h	50%	10h	10h	50	50	
		60%	12h	12h	60	60	
		70%	14h	14h	70	70	
		80%	16h	16h	80	85,7	
		90% **	18h	18h	90	91,4	
AGREGE EPS	17 h	50%	8.5h	9h	52.94	52.94	**uniquement pour les TP sur autorisation
		60%	10.2h	10h	58.82	58.82	
		70%	11.9h	12h	70.59	70.59	
		80%	13.6h	14h	82.35	87.10	
		90% **	15.3h	15h	88.24	90.40	
CERTIFIE DOCUMENTATION	36h	50%	18h	18h	50	50	
		60%	21.6h	21.6h	60	60	
		70%	25.2h	25.2h	70	70	
		80%	28.8h	28.8h	80	85.7	
		90% **	32.4h	32.4h	90	91.4	

6– LE SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT

Revu toutes les années, il est proratisé dans les mêmes conditions que le traitement et ne peut être inférieur au montant minimum légal prévu pour les agents travaillant à temps plein, soit un SFT calculé par référence à l'indice nouveau majoré 449 (minimum plancher).

7- RETRAITE ET SURCOTISATION POUR LA RETRAITE

7.1 – LA CONSTITUTION DES DROITS À PENSION ET DURÉE D’ASSURANCE

Le temps partiel est compté comme du temps plein, quelle que soit la quotité travaillée, pour la constitution des droits à pension et la durée d’assurance, en ce qui concerne le calcul de la décote. Il est à noter qu’il est proratisé pour le calcul de la surcote.

7.2 – LA LIQUIDATION DES DROITS À PENSION

Pour la durée de service et de bonification (liquidation), le temps partiel est compté pour la quotité de service réellement effectuée. Cependant, dans le cas d’une demande de temps partiel sur autorisation ou de droit (soins et handicap), les services peuvent être décomptés, pour les fonctionnaires stagiaires ou titulaires, comme des périodes à temps plein sous réserve du versement d’une retenue pour pension (surcotation) dont le taux est fixé par décret (cf. § 6.3, ci-dessous).

7.3 – LA SURCOTISATION (annexe 6)

Les personnels ont la possibilité de **cotiser à taux plein** pour la retraite sur la base du traitement brut, et le cas échéant de la NBI, soumis à retenue pour pension correspondant à un fonctionnaire de même grade, échelon et indice travaillant à temps plein. Cette surcotation permet donc de compter la période de temps partiel comme une période de temps complet, dans la limite de 4 trimestres supplémentaires maximum (1 an) non travaillés sur l’ensemble de la carrière.

La demande de surcotation doit être renouvelée chaque année. Elle est irrévocable en cours d’année scolaire (*Décret 82-624, art 1.1*). Il est donc conseillé aux agents de bien mesurer les conséquences financières de leur choix.

ASSIETTE :

La retenue pour pension est versée à un taux supérieur au taux normal, le fonctionnaire prenant à sa charge, pour la partie « non-travaillée », 80 % du supplément de cotisation salariale (11,10 %), plus 80 % du supplément de cotisation « employeur », fixée à 30,65 % en 2020 (*décret 91-613 du 28 juin 1991 modifié, art 5*).. Les trimestres ainsi acquis permettent d’accroître la durée de service, et donc d’effectuer un calcul plus favorable de la pension. La durée (cf. § spécifique) pendant laquelle un fonctionnaire peut surcotiser sera fonction de la quotité choisie.

Le taux de surcotation varie en fonction de la quotité de travail effectuée : plus elle est faible, plus le taux sera important.

(cf. tableau ci-dessous). La durée de surcotation se calcule comme suit : $360j / \text{quotité non travaillée}\%$ - ex. : Pour un 80% : $360 / 20\% = 1800$, soit 5 ans (1800/360).

FORMULE DE SURCOTISATION : elle se décompose comme suit :

$(\text{Taux de pension civile} \times \text{quotité travaillée}) + [80 \% \times (\text{taux de pension civile} + 30.65\%) \times \text{quotité non travaillée}]$ – Exemple pour un temps partiel à 90 % : $(11.10 \times 0.9) + [80 \% \times (11.10 + 30.65) \times 0.1] = 13.33 \%$.

Exemple : enseignant indice nouveau majoré 461, certifié 4^e éch - Traitement brut mensuel 2235.86 €

Quotité de travail	Quotité rémunérée	Traitement brut * mensuel à temps complet (ex : IM 461)	Traitement brut * mensuel à temps partiel	Montant mensuel pension civile : sans surcotisation ** (taux appliqué sur la quotité travaillée)	Montant mensuel pension civile : avec surcotisation ** et estimation du surcoût*** (taux appliqué sur la quotité non travaillée)	Durée maximale de surcotisation
90%	91,4%	2235.86 €	2043.58 €	2043.58 x 11.10% = 226.84 €	2235.86 x 13.33% = 298.04€ Surcoût mensuel = 71.20 € Surcoût annuel = 854.40 € Surcoût total (10 ans) = 8544 €	10 ans
80%	85,7%	2235.86 €	1916.13 €	1916.13 x 11.10 % = 212.69 €	2235.86 x 15.56% = 347.90 € Surcoût mensuel = 135.21 € Surcoût annuel = 1622.52 € Surcoût total (5 a) = 8112.60 €	5 ans
70%	70%	2235.86 €	1565.10 €	1565.10 x 11.10 % = 173.73 €	2235.86 x 17.79 % = 97.76 € Surcoût mensuel = 224.03 € Surcoût annuel = 2688.36 € Surcoût total (3a4m) = 8961.20 €	3 ans 4 mois
60%	60%	2235.86 €	1341.52 €	1341.52 x 11.10 % = 148.91 €	2235.86 x 20.02% = 447.62 € Surcoût mensuel = 298.71 € Surcoût annuel = 3584.52 € Surcoût total (2a6m) = 8961.30 €	2 ans 6 mois
50%	50%	2235.86 €	1117.93 €	1117.93 x 11.10 % = 124.09 €	2235.86 x 22.25% = 497.48 € Surcoût mensuel = 373.39 € Surcoût annuel = 4480.68 € Surcoût total (2a) = 8961.36 €	2 ans

Ex : traitement brut pour un 50 % sans surcotisation : 1117.93 € - 124.09 = 993.84 €

Traitement brut pour un 50 % avec surcotisation : 1117.93 € - 497.48 € = 620.47 €.

*Hors indemnités (ISOE,..) - **Taux a/c 2020 - Décret n° 2010-1749 du 30 décembre 2010 modifié portant relèvement du taux de la cotisation des fonctionnaires, des militaires et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.- *** <https://retraitesdeletat.gouv.fr/actif/ma-carriere/mes-cotisations>

Pour toute estimation sur le coût mensuel de la surcotisation, les personnels sont invités à cliquer (Ctrl + clic) sur le lien ci-après : <https://appli.ac-aix-marseille.fr/surcot/>, ou à contacter leur gestionnaire.

Estimation de la durée minimale nécessaire de surcotisation pour avoir un impact pour la retraite (quel que soit l'indice) (formule ex : 80% : 360 j / quotité non travaillée % : 80% 360/20% = 1800 jours soit 5 ans (1800/360).

Quotité TP	Pour bénéficier au minimum d'1 trimestre supplémentaire, il faut cotiser : en jours :	Equivalent mois	Equivalent années	Soit en nombre d'années réglementaires *	Pour obtenir les 4 trimestres autorisés, il faut cotiser : en jours :
90 %	900	30	2.5	3	3600 (10 ans)
80 %	450	15	1.25	2	1800 (5 ans)
70 %	300	10	0.83	1	1200 (3a 4mois)
60 %	225	7,5	0.63	1	900 (2a 6mois)
50 %	180	6	0.5	1	720 (2 ans)

*rappel : pas d'interruption possible de la surcotisation en cours d'année scolaire.

Exceptions à la surcotisation :

TP de droit pour enfant : pour les personnels bénéficiant d'un TP de droit pour élever un enfant de moins de trois ans ou pour adoption, la surcotisation est gratuite et de droit. Une année à temps partiel compte pour 4 trimestres, la période non travaillée est prise en compte, gratuitement, sans versement de cotisation supplémentaire jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant (ou des enfants en cas de grossesse multiple), ou pour un délai de trois ans à compter de l'arrivée au foyer de l'enfant adopté. Ce dispositif n'est pas limité à un nombre d'enfants maximum par fonctionnaire ; les deux parents peuvent en bénéficier en même temps ou successivement, s'ils réduisent tous les deux leur activité.

Selon la quotité choisie, le nombre maximal de trimestres supplémentaires pris en compte gratuitement dans la pension est toutefois limité à :

- 6 trimestres soit 18 mois, pour une quotité de 50%
- 4,8 trimestres soit 1 an 2 mois 12 jours, pour une quotité de 60%
- 3,6 trimestres soit 10 mois 24 jours, pour une quotité de 70%
- 2,4 trimestres soit 7 mois 6 jours, pour une quotité de 80%

En cas de chevauchement de périodes de réduction d'activité au titre d'enfants différents, la période du chevauchement est comptée pour une seule fois.

Travailleur handicapé : pour les personnels ayant une reconnaissance de travailleur handicapé au moins égale à 80%, la surcotisation est le taux de droit commun (taux réduit 11.10 %*), et la limite d'augmentation de durée de services admissibles en liquidation est portée à 8 trimestres non travaillés. Les intéressés doivent justifier de leur taux d'invalidité. Pour les autres (taux handicap inférieur à 80%), les taux de surcotisation précisés dans le tableau ci-dessous s'appliquent.

8- DEPOT DES DEMANDES

Les demandes seront formulées en un seul exemplaire selon les modèles joints en annexes, accompagnées obligatoirement des pièces justificatives. Toutes les demandes doivent être transmises au rectorat –DIPE au fur et à mesure en respectant la date limite d'envoi, **au plus tard le** :

vendredi 15 décembre 2023, 1^{er} degré PSY.EN : après visa des inspecteurs de l'éducation nationale,
vendredi 15 décembre 2023, 2nd degré : après visa des chefs d'établissement.

Après transmission des demandes, il sera procédé à l'examen des dossiers et trois cas de figure pourront se présenter :

- acceptation du temps partiel sollicité ; édition et envoi des arrêtés,
- modification par les services académiques en fonction des nécessités du service,
- refus dans l'intérêt du service : les refus de temps partiels prononcés par le recteur ne pourront l'être que sur la base d'un avis dûment motivé de votre part, et après entretien avec l'agent concerné, ou sur décision rectorale. Vous veillerez donc à indiquer, de façon claire et détaillée, les motifs de votre décision. Dans les cas de refus, l'intéressé pourra s'il le juge nécessaire, faire appel auprès de l'administration, conformément à la réglementation, en saisissant la Commission Administrative Paritaire compétente.

Toute demande parvenue hors délai est réputée refusée.

Je vous saurais gré de bien vouloir assurer la plus large diffusion de la présente circulaire auprès des personnels concernés de votre établissement, y compris auprès des personnels en congé (maladie, maternité, etc....).

Je vous remercie de l'attention que vous voudrez bien porter à la présente circulaire.

Signataire : Pour le Recteur et par délégation, David LAZZERINI, Directeur des Relations et des Ressources Humaines

□

ANNEXE 1
DEMANDE DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL DE DROIT

DEMANDE DE L'AGENT AYANT OBTENU UN POSTE AU MOUVEMENT INTRA DE JUIN 2024 (à cocher)

Nom, prénom :		Date de naissance :	
Corps :		Discipline :	
Etablissement d'affectation :à :		N° de RNE :	
Etes-vous titulaire sur zone de remplacement ?		<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Si OUI, établissement de rattachement :		à :	
Motifs du temps partiel de droit : (joindre toutes les pièces justificatives) <input type="checkbox"/> Naissance ou adoption d'un enfant – date de naissance ou arrivée au foyer de l'enfant : <input type="checkbox"/> Soins à conjoint, enfant ou ascendant <input type="checkbox"/> Pour handicap :			
Quotité de travail choisie : <input type="checkbox"/> 50 % <input type="checkbox"/> 60 % <input type="checkbox"/> 70 % <input type="checkbox"/> 80 % à compter du :soit en nombre d'heures :			
TEMPS PARTIEL ANNUALISE : (joindre courrier justificatif)		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Si OUI, quotité : %.....
Période travaillée :		<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} partie de l'année scolaire	<input type="checkbox"/> 2 ^{ème} partie de l'année scolaire
En cas de refus de l'annualisation, je demande :		<input type="checkbox"/> à exercer à temps partiel de manière hebdomadaire OU	<input type="checkbox"/> à conserver un temps plein
PARTICIPATION AU MOUVEMENT de rentrée 2024 :		INTER-ACADEMIQUE : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
		INTRA-ACADEMIQUE : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
A compléter par les enseignants d'EPS : sollicitez-vous une dérogation afin de ne pas assurer l'UNSS :		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
SUR-COTISATION : important : bien s'assurer du montant de la sur-cotisation, le changement n'étant pas possible en cours d'année (https://appli.ac-aix-marseille.fr/surcot/) et bulletin académique. <input type="checkbox"/> J'ai bien pris connaissance du montant indicatif mensuel plus élevé de sur-cotisation. <input type="checkbox"/> Je demande à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein dans la limite de 4 trimestres : je joins l'annexe 6 dûment complétée (l'absence de ce document annule la demande de sur-cotisation). <input type="checkbox"/> Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein.			
RETRAITE PROGRESSIVE :			
J'ai prévu de déposer une demande de retraite progressive sur le site de l'ENSAP :		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
A....., le.....		Signature de l'intéressé(e)	
Observations du chef d'établissement / directeur de CIO :			
Quotité :		A....., le.....	
		Signature	
DECISION RECTEUR <input type="checkbox"/> ACCORDEE	QUOTITE HORAIRE et %	A Aix-en-Provence, le	
	:		

Imprimé à transmettre en un seul exemplaire au rectorat DIPE pour le vendredi 15 décembre 2023, délai de rigueur.

ANNEXE 2

DEMANDE DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION

DEMANDE DE L'AGENT AYANT OBTENU UN POSTE AU MOUVEMENT INTRA DE JUIN 2024 (à cocher)

Nom, prénom :		Date de naissance :	
Corps :		Discipline :	
Etablissement d'affectation : à :		N° de RNE :	
Etes-vous titulaire sur zone de remplacement ?		<input type="checkbox"/> OUI	<input type="checkbox"/> NON
Si OUI, établissement de rattachement :		à :	
QUOTITE DE TRAVAIL Cocher la case choisie : <input type="checkbox"/> 50 % <input type="checkbox"/> 60 % <input type="checkbox"/> 70 % <input type="checkbox"/> 80 % <input type="checkbox"/> 90 %... <input type="checkbox"/> Création/reprise d'entreprise (fournir les justificatifs)		Soit en nombre d'heures :	
TEMPS PARTIEL ANNUALISE : (joindre courrier explicatif) <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON		Si OUI, nombre d'heures :	
Période travaillée : <input type="checkbox"/> 1 ^{ère} partie de l'année scolaire <input type="checkbox"/> 2 ^{ème} partie de l'année scolaire En cas de refus de l'annualisation, Je demande <input type="checkbox"/> à exercer à temps partiel de manière hebdomadaire (préciser quotité si différente : % <input type="checkbox"/> à conserver un temps plein			
PARTICIPATION AU MOUVEMENT de rentrée 2024 :		INTER-ACADEMIQUE : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON INTRA-ACADEMIQUE : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
A compléter par les enseignants d'EPS : sollicitez-vous une dérogation afin de ne pas assurer l'UNSS :		<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Je prends note que : - la quotité peut être modifiée par le service gestionnaire selon les nécessités de service. - ma demande sera examinée à l'issue des mouvements INTER / INTRA si je participe aux opérations de mobilité.			
SUR-COTISATION : important : bien s'assurer du montant de la sur-cotisation, le changement n'étant pas possible en cours d'année (https://appli.ac-aix-marseille.fr/surcot/) <input type="checkbox"/> J'ai bien pris connaissance du montant indicatif mensuel plus élevé de sur-cotisation, et <input type="checkbox"/> Je demande à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein dans la limite de 4 trimestres : <u>je joins l'annexe 6 dûment complétée</u> <input type="checkbox"/> Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein.			
RETRAITE PROGRESSIVE : J'ai prévu de déposer une demande de retraite progressive sur le site de l'ENSAP : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON			
A....., le..... Signature de l'intéressé(e)			
Avis et observations du chef d'établissement / directeur :		<input type="checkbox"/> FAVORABLE <input type="checkbox"/> DEFAVORABLE	
Quotité proposée (nombre d'heures) : En cas d'avis défavorable, motifs le justifiant		A....., le Signature	
DECISION RECTEUR <input type="checkbox"/> ACCORDEE <input type="checkbox"/> REFUSEE		QUOTITE HORAIRE et % : A Aix-en-Provence, le	

Imprimé à transmettre en un seul exemplaire au rectorat DIPE pour le vendredi 15 décembre 2023, délai de rigueur.

ANNEXE 3

**PSYCHOLOGUES DE L'EDUCATION NATIONALE DU 1^{ER} DEGRE PUBLIC-EDA :
DEMANDE DE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL**

Nom, prénom :		Date de naissance :	
Corps :		Discipline :	
Circonscription d'affectation :à :		à :	
Ecole de rattachement :			
QUOTITE DE TRAVAIL Cocher la quotité choisie : <input type="checkbox"/> 50 % <input type="checkbox"/> 60 % <input type="checkbox"/> 75 % <input type="checkbox"/> 80 %: <input type="checkbox"/> Temps partiel de droit <input type="checkbox"/> Temps partiel sur autorisation		Soit, en nombre d'heures :	
Motifs du temps partiel de droit : (joindre pièce justificative) <input type="checkbox"/> naissance ou adoption d'un enfant – date de naissance ou arrivée au foyer de l'enfant : <input type="checkbox"/> soins à conjoint, enfant ou ascendant <input type="checkbox"/> pour handicap			
TEMPS PARTIEL ANNUALISE : (année scolaire seulement) <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON joindre courrier explicatif		Si OUI, quotité : %.....	
Période travaillée :		<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} partie de l'année scolaire <input type="checkbox"/> 2 ^{ème} partie de l'année scolaire	
En cas de refus de l'annualisation, je demande		<input type="checkbox"/> à exercer à temps partiel de manière hebdomadaire (préciser quotité si différente : %)	
PARTICIPATION AU MOUVEMENT de rentrée 2024 :		INTER-ACADEMIQUE : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON INTRA-ACADEMIQUE : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
<input type="checkbox"/> Je prends note que la quotité peut être modifiée par le service gestionnaire selon les nécessités de service.			
SUR-COTISATION : important : bien s'assurer du montant de la surcotisation, le changement n'étant pas possible en cours d'année (https://appli.ac-aix-marseille.fr/surcot/) <input type="checkbox"/> J'ai bien pris connaissance du montant indicatif mensuel plus élevé de sur-cotisation. <input type="checkbox"/> Je demande à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein dans la limite de 4 trimestres : <u>je joins l'annexe 6 dûment complétée</u> <input type="checkbox"/> Je ne demande pas à cotiser pour cette période sur la base d'un temps plein.			
RETRAITE PROGRESSIVE : J'ai prévu de déposer une demande de retraite progressive sur le site de l'ENSAP : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON			
A _____, le _____		Signature de l'intéressé(e)	
Avis et observations de l'inspecteur de l'éducation nationale :		<input type="checkbox"/> FAVORABLE <input type="checkbox"/> DEFAVORABLE	
Quotité proposée (nombre d'heures) :		A....., le.....	
En cas d'avis défavorable, motifs le justifiant :		Signature	
DECISION RECTEUR <input type="checkbox"/> ACCORDEE <input type="checkbox"/> REFUSEE		QUOTITE HORAIRE et % : A Aix-en-Provence, le	

Imprimé à transmettre en un seul exemplaire au rectorat DIPE pour le vendredi 15 décembre 2023, délai de rigueur.

ANNEXE 4

**DEMANDE A L'ISSUE D'UN TEMPS PARTIEL DE DROIT
POUR ENFANT de MOINS DE 3 ANS**

A compléter uniquement dans le cas où la date du 3^e anniversaire de l'enfant est située au cours de
l'année scolaire 2024-2025

REPRISE A TEMPS COMPLET ou PROLONGATION A TEMPS PARTIEL SUR AUTORISATION

(barrer la mention inutile)

Etablissement d'affectation (ou de rattachement) :

N° RNE

NOM : Prénom :

Grade : Discipline :

Je demande :

à réintégrer à temps complet à compter du 3^{ème} anniversaire de l'enfant à la date du :

à poursuivre à temps partiel sur autorisation, à compter du 3^{ème} anniversaire de l'enfant et jusqu'au 31/08/2025 en conservant la même quotité.

- SI DEMANDE DE SURCOTISATION : important : bien s'assurer du montant de la sur-cotisation, le changement n'étant pas possible en cours d'année scolaire : compléter l'annexe 6 (<https://appli.ac-aix-marseille.fr/surcot/>) :

J'ai pris connaissance du montant indicatif mensuel de surcotisation et je souhaite surcotiser pour cette période de temps partiel sur autorisation.

Je ne souhaite pas surcotiser pour cette période de temps partiel sur autorisation.

SIGNATURE DE L'INTERESSE(E),

A.....

Le.....

AVIS et SIGNATURE DU CHEF D'ETABLISSEMENT
ou de l'IEN,

FAVORABLE
 DEFAVORABLE

A.....

Le.....

Imprimé à transmettre en un seul exemplaire à la DIPE pour le vendredi 15 décembre 2023, délai de rigueur.

ANNEXE 5

DEMANDE DE REINTEGRATION A TEMPS COMPLET A LA PROCHAINE RENTREE

Etablissement d'affectation (ou de rattachement) :

N° RNE

NOM :Prénom :

Grade : Discipline :

Je demande à réintégrer mes fonctions à temps complet à la rentrée scolaire 2024.

SIGNATURE DE L'INTERESSE(E),

A.....

Le.....

VISA DU CHEF D'ETABLISSEMENT,

A.....

Le.....

Imprimé à transmettre en un seul exemplaire dûment renseigné à la DIPE pour le vendredi 15 décembre 2023, délai de rigueur.

ANNEXE 6

TEMPS PARTIEL - DEMANDE DE SURCOTISATION POUR LA RETRAITE

Nom :

Prénom :

Corps : Agrégés Certifiés PLP PEPS PSYEN CPE PEGC

Discipline :

Etablissement d'affectation définitif ou zone de remplacement :
.....

Je soussigné(e), dans le cas où ma demande de temps partiel est acceptée, atteste :

- que j'ai pris connaissance du bulletin académique de temps partiel sur la surcotisation, ou que j'ai effectué une simulation sur les droits ouverts et le calcul,
- que j'ai pris note du fait que je ne peux pas revenir sur la décision de surcotisation durant l'année scolaire concernée par la surcotisation, et que je ne pourrai pas obtenir le reversement des sommes déjà versées.

(Cocher obligatoirement toutes les cases concernées)

Je choisis de surcotiser pour la retraite pour l'année 2024-25 conformément à ma demande de temps partiel qui sera ajustée si nécessaire : *(à titre indicatif, sur des quotités entières)*

- 50 % soit un taux de cotisation de 22,25% - durée maximale 2 ans
- 60 % soit un taux de cotisation de 20,02% - durée maximale 2 ans 6 mois
- 70 % soit un taux de cotisation de 17,79% - durée maximale 3 ans 4 mois
- 80 % soit un taux de cotisation de 15,56% - durée maximale 5 ans
- 90 % soit un taux de cotisation de 13,33% - durée maximale 10 ans

Pour les motifs suivants, les taux ci-dessus s'appliquent :

Temps partiel sur autorisation : je souhaite surcotiser pour cette période sur la base d'un temps plein dans la limite de quatre trimestres, je déclare avoir pris connaissance du coût de ma surcotisation et ai noté que ma décision est irrévocable. Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel, et dans la limite du nombre maximal de trimestres indiqués.

Temps partiel de droit pour donner des soins : je souhaite surcotiser pour cette période sur la base d'un temps plein dans la limite de quatre trimestres, je déclare avoir pris connaissance du coût de ma surcotisation et ai noté que ma décision est irrévocable. Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel, et dans la limite du nombre maximal de trimestres indiqués.

Temps partiel de droit au titre du handicap (incapacité inférieure à 80%) : je souhaite surcotiser pour cette période sur la base d'un temps plein dans la limite de quatre trimestres, je déclare avoir pris connaissance du coût de ma surcotisation et ai noté que ma décision est irrévocable. Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel, et dans la limite du nombre maximal de trimestres indiqués.

Pour les autres situations :

Temps partiel de droit au titre du handicap (incapacité au moins égale à 80%) : je souhaite surcotiser pour cette période sur la base d'un temps plein ; je déclare avoir pris connaissance que la surcotisation est le taux de droit commun (taux réduit 11.10 %*), et la limite d'augmentation de durée de services admissibles en liquidation est portée à 8 trimestres non travaillés, que ma décision est irrévocable. Cette option porte sur toute la période visée par l'autorisation de travail à temps partiel, et dans la limite du nombre de trimestres indiqués.

Fait à, le

A renvoyer au rectorat DIPE pour le 15 décembre 2023

Signature